

> [Analyses et témoignages](#) > [Nord - Sud](#) > [Espionnage : l'UE est-elle une colonie américaine ?](#)

Espionnage : l'UE est-elle une colonie américaine ?

JEAN-PAUL POUGALA

[✉ envoyer par mail](#)

20 novembre 2013

Article en PDF : 

Shakespeare n'avait-il pas raison lorsqu'il écrivait que « l'histoire, n'est rien d'autre qu'une fable pleine de bruit et de fureur que raconte un idiot (appelé historien), une fable qui au fond, ne signifie rien, ne nous apprend rien du tout » ? Dans 30-50 ans, l'idiot nous racontera-t-il qu'en 2011 le Prix Nobel de la Paix 2009 Barack Obama a détruit le pays le plus prospère d'Afrique, appelé Libye et l'a transformé en un No-Man's Land, un vrai terreau des terroristes islamistes de tout bord, après avoir tué son président bâtisseur, Kadhafi ? Bien sûr que non. L'idiot nous racontera, avec toutes les références crédibles à l'appui, que le très gentil président américain avait abattu un méchant loup Kadhafi qui voulait tuer tout son peuple après l'avoir traumatisé pendant 42 ans et que c'est grâce à l'intelligence et à l'intervention salutaire du président américain que ce pays avait été transformé de l'enfer qu'il était en paradis sur terre, en pays démocratique.



Dans 100 ans, que dira l'idiot de l'actualité de ce mois d'octobre 2013 qui est à peine terminé ? Si Shakespeare est amené à appeler l'historien "idiot" qui fait le récit d'une fable qui ne signifie rien", c'est tout simplement parce qu'avant de se mettre à la place de ces fumeux spécialistes du passé, dans 100 ans, demandons-nous si nous contemporains d'aujourd'hui avons nous-mêmes compris l'actualité. Sommes-nous certains que la radio, la presse et la télévision nous racontent la vérité ou ce qu'il est sélectionné et prévu que nous devons savoir ? Et comment être certain que ce qu'on nous a dit correspond à la réalité des faits ? À la vérité ? Nous allons faire un petit tour de l'actualité qui va nous conduire aux USA, en Allemagne et en Italie pour comprendre la complexité des mensonges de l'actualité d'où la quasi certitude que l'idiot dans 100 ans ne racontera qu'une fable qui lui passe par la tête.

1- UNION EUROPEENNE : SOURIEZ, OBAMA VOUS ESPIONNE

"Tous les téléphones portables de la Chancelière Angela Merkel sous écoute par la NSA depuis 2002. Une pratique validée par Obama depuis 2010", tel est le titre à la Une des principaux journaux européens le 27 Octobre 2013. Mais qui peut croire un seul instant au cirque médiatique mis en scène par les différents dirigeants européens qui se succèdent pour s'indigner des pratiques inacceptables de l'ami américain ? Quelle comédie ! C'est le Ministre français des affaires étrangères le 20 octobre qui ouvre le rideau de la scène lorsqu'il convoque l'ambassadeur américain au Quai d'Orsay pour protester contre les informations du journal Le Monde citant les révélations de Snowden selon lesquelles 70 millions de conversations françaises, téléphoniques, emails, SMS, MMS et vidéo Skype ont été enregistrées par une agence des services secrets américains dite NSA. Le lendemain, c'est au tour de l'Espagne, puis de l'Italie. Le 24 octobre, c'est la chancelière allemande Angela Merkel qui s'insurge devant les caméras : "J'ai parlé au président américain et je lui ai dit qu'on ne s'espionne pas entre amis". Amen. J'imagine Obama qui tremble au téléphone avec Merkel à tel point éternuée. Mais non, tout ça est faux. Du théâtre pour calmer l'opinion publique. A Washington, ni Paris, ni Berlin ne compte pas plus qu'une feuille de manguière tombée à terre. Et tous conscients de cela, ils font semblant de s'énerver, de s'indigner pour des faits pourtant gravissimes. Il faut toujours comprendre qu'Obama n'a pas espionné 70 millions d'échanges entre français. Obama n'a pas espionné jusqu'au téléphone portable de la chancelière allemande. Non. Cela serait même acceptable. Il a fait pire : il a purement et simplement enregistré tout ce qui passait par son portable. Où se situe la différence ? Lorsque vous espionnez quelqu'un par les écoutes, vous avez à disposition un certain nombre de bandes magnétiques que vous effacez et les réutilisez au fur et à mesure que vous vous rendez compte qu'il n'y a rien d'important. Donc, il y a quelqu'un qui en plus d'enregistrer écoute. Dans le cas américain, de la NSA, Snowden n'a révélé que 2 pratiques des 100 et

déjà elles nous font frémir, parce que cela consistait tout simplement à tout enregistrer, sans rien écouter. La gravité de cette pratique est liée à la perversité de sa conception. C'est à dire que de façon aléatoire, nous tous sommes enregistrés, en attente du jour où nous aurons un problème avec l'administration américaine. Ce jour là ils vont tout simplement remonter dans notre passé, en nous faisant chanter s'ils trouvent quelque chose de compromettant. Le téléphone privé de Merkel a été enregistré. Imaginons dans une négociation difficile entre les 2 pays, l'autre aura toujours entre les mains un instrument de persuasion : le contenu des enregistrements. Même les redoutables services secrets de l'Allemagne de l'Est, la Stasi, n'étaient pas arrivés à ce niveau de la négation des droits élémentaires de l'individu. Mais pourquoi malgré cette gravité, les dirigeants européens ne peuvent pas bouger le petit doigt au delà des déclarations de principe ?

Pour comprendre qu'il ne s'agit que d'un cirque, voici quelques éléments qui vont nous le confirmer :

1- Les révélations de Edward Snowden sont vieilles de 2 mois, sans que rien ne soit fait pour protester contre l'ami américain.

2- Lorsque l'affaire a explosé, Obama est à Berlin pour sa première visite officielle comme chef d'Etat. Nous sommes le 19 Juin 2013, lorsqu'il tient une conférence de presse aux côtés de la chancelière Angela Merkel et déclare ceci :

"On n'est pas dans une situation où les services de renseignement américains fouinent dans les courriers électroniques ordinaires de citoyens allemands, de citoyens américains, de citoyens français ou de qui que ce soit d'autre",

On peut donc dormir tranquille ? Mais non, il faut suivre la suite des déclarations du président américain pour comprendre qu'il affirmait tout le contraire. En effet, il venait à peine de jurer la main sur le cœur qu'il n'avait pas espionné les Allemands que dans la phrase successive, il déclarait que son programme dénommé "Prism" de l'agence américaine de surveillance NSA sur l'espionnage de communications téléphoniques et électroniques avait "sauvé des vies" et il donne même un chiffre : "au moins 50 attentats ont ainsi été déjoués grâce à ces données, pas seulement aux États-Unis, mais aussi ailleurs dans le monde y compris en Allemagne. C'est à dire que le président américain vient de dire à Merkel en mots plus diplomatiques "oui je t'ai espionné, et alors ?". Lorsque le 23 octobre elle semble tombée des nues en découvrant que son portable a été espionné par Obama, elle joue son petit cinéma, exactement comme Hollande 2 jours avant elle à Paris. Tout ça c'est du cinéma.

Mais peut-être est-il pour nous plus utile de comprendre comment les pays autoproclamés "démocratiques" peuvent générer des dirigeants qui donnent l'impression d'être des acteurs d'une pièce de théâtre qu'ils ont mal lue et qu'ils ne savent pas eux-mêmes comment cela doit se terminer. Pour le comprendre, nous allons prendre 3 grands pays de l'Union Européenne, et regarder à la loupe les comportements hors de toute logique, des dirigeants de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, et ce pour le seul mois en cours d'Octobre.

3- Lorsque Snowden est en transit à l'aéroport Cheremetyevo de Moscou, il fait une demande d'asile politique à presque tous les pays autoproclamés "démocratiques" pour le protéger de son pays les USA devenu pire que la dictature nord-coréenne qu'on nous brandit toujours comme le mal incarné sur Terre, non seulement il ne reçoit aucune réponse positive, mais ces mêmes pays qui aujourd'hui font semblant de se fâcher contre Washington, ont refusé leur espace aérien à l'avion du président Bolivien Evo Morales, parce qu'ils avaient juste le soupçon qu'à son bord se trouvait le petit diable Snowden. L'Autriche ira plus loin, d'abord il fait semblant d'autoriser le survol de son ciel tout en sachant que c'est là où le piège va se refermer sur le président bolivien qui sera selon ses propos "séquestré" et l'avion fouillé comme celui d'un vulgaire trafiquant de drogue, en violant toutes les conventions internationales écrites et approuvées par ces mêmes pays autoproclamés "démocratiques".

Avant de dire quelque chose sur la gravité de ce fait lié au symbole même de la ville de Vienne dans les relations internationales, intéressons-nous d'abord à ce qui s'est réellement passé ce jour-là.

2- LE CAFOUILLAGE DE L'AVION BOLIVIEN COMME PREUVE DE LA SUBALTERNITE UE

Nous sommes le 2 Juillet 2013. L'avion du président bolivien décolle avec un plan de vol approuvé par tous les pays qu'il s'apprête à traverser. C'est lorsqu'il entre dans l'espace aérien autrichien que les pilotes reçoivent l'information fatale : L'Italie, la France et l'Espagne tous les 3 ensemble se sont réunis pour concorder l'invalidation de l'autorisation concédée auparavant au survol de leur territoire. En d'autres termes, ces 3 pays communiquent aux pilotes de Morales qu'ils ne peuvent plus survoler ces pays et n'ayant pas suffisamment d'essence pour retourner à Moscou il ne leur restait plus qu'une seule solution : un atterrissage forcé à Vienne en Autriche. A sa descente d'avion, ce n'est pas son homologue autrichien à venir lui expliquer ce qui se passe. Non. A sa place se présente l'ambassadeur d'Espagne à Vienne qui est venu proposer au président bolivien un marché digne de la mafia sicilienne de la protection forcée. Le diplomate espagnole propose au président Morales un

nouveau plan de vol et un nouveaux survol des 3 pays qui viennent de lui refuser leur espace, à condition, qu'il accepte librement de laisser qu'on fouille son avion. Et si le président Morales refuse, il a le choix de faire le plein d'essence pour passer par l'Australie pour arriver en Bolivie, c'est-à-dire d'aller s'écraser dans l'océan indien pour panne sèche, son avion ne pouvant supporter plus de 6 heures de vol sans escale. Le diplomate européen fait comprendre au président Morales qu'il n'a pas de choix que de laisser fouiller son avion. Sur l'instant, personne ne lui dit ce qu'on recherche, mais il sait bien que ces gens courent après les rumeurs de certains journaux américains disant que Snowden aurait demandé l'asile politique à la Bolivie et donc qu'il se trouverait dans cet avion. Les fouilles ne vont rien donner. C'est la honte devant le monde entier pour ces 3 puissants pays de l'Union Européenne qui donnent des leçons de droits de l'homme ailleurs dans le monde. Qu'aurait-on dit si cette scène s'était passée à Cuba ou à Moscou ? Des spécialistes nous auraient expliqué comment la démocratie est mieux que la dictature parce qu'elle empêche un tel comportement de folie.

Il faudra attendre le numéro du mois d'Août 2013 du mensuel français Le Monde Diplomatique pour découvrir la rage du président bolivien de l'humiliation qu'il a essuyée. Il déclare :

"Violant tous les principes de la bonne foi et les conventions internationales, Washington a transformé une partie du continent européen en territoire colonisé. Une injure aux droits de l'homme, l'une des conquêtes de la Révolution française (...) La séquestration d'un avion présidentiel et de son équipage - que l'on est en droit d'estimer impensable au XXIe siècle - illustre la survivance d'une forme de racisme au sein de certains gouvernements européens. (...) La peur, le chantage et l'intimidation sont les instruments de la puissance des États-Unis. De quoi démontrer que la guerre contre le terrorisme aura réduit la vieille Europe au rang de colonie".

Les mots sont très forts, surtout lorsqu'on sait qu'ils sont prononcés après les excuses officielles présentées par Paris, Madrid et Rome au président bolivien. Mais voir des pays perdre la tête lorsque pour mener la chasse à l'homme contre un réfugié politique qui a commis la seule erreur de se tromper de camp, on est en droit de se demander si toute l'histoire des réfugiés politiques n'est au fond qu'un système de manipulation de l'Occident pour utiliser des citoyens des pays cibles pour salir eux-mêmes l'image de leurs pays de naissance ou d'origine. On oriente ainsi les candidats réfugiés à s'accrocher au thème qu'on veut développer à ce moment contre le pays. J'ai vu des pays africains taxés d'homophobie pour justifier des sommes colossales que l'Union Européenne devaient verser aux associations d'homosexuels dans ces pays, en brandissant nombre de citoyens de ces pays qui remplissent les demandes d'asile politique en Europe avec comme motif : persécuté dans mon pays parce que je suis homosexuel (Cameroun, Sénégal, Zimbabwe etc.).

Revenons au réfugié politique américain Snowden et la séquestration à Vienne du président bolivien. Cette fois-ci, le réfugié n'a pas la nationalité juste. Pour cela, il est MOST WANTED. Comment ne pas taxer de cirque pour calmer la rage populaire, face à cette violation éhontée de la vie privée des citoyens européens par l'administration américaine, les risibles gesticulations de ces mêmes pays lorsque à tour de rôle ils convoquent l'Ambassadeur américain dans leurs capitales.

L'ironie veut que tout cela se passe à Vienne, une ville réputée neutre, équidistante de toutes les querelles mondiales et donc la garantie même de son impartialité dans les conflits mondiaux. C'est à ce titre que plusieurs organisations internationales ont leur siège à Vienne qui est l'une des 4 villes siège des Nations-Unies (New York, Genève, Nairobi et Vienne). Dans cette ville, il y a 4 000 fonctionnaires onusiens venant d'une centaine de pays qui travaillent dans le complexe appelé CIV (Centre International de Vienne) dont voici la liste souvent méconnue du grand public :

- L'Office des Nations Unies à Vienne (ONUUV)
- Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)
- Secrétariat de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI)
- Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (CUPEEA, dépendant du BAS)
- Le Comité scientifique des Nations Unies sur les effets des radiations atomiques (UNSCEAR)
- L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)
- L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)
- La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE)

Et bien d'autres organisations comme l'Organisation des Pays producteurs et Exportateurs de Pétrole (OPEP), alors que l'Autriche ne produit pas la moindre goutte de pétrole. Ou l'Organisation des pays producteurs et exportateurs d'armes à feu pour mettre un peu d'éthique dans leur commerce de la mort et qu'on appelle l'Arrangement de Wassenaar. Mais aussi, le point de contact pour le "Code de Conduite de la Haye" contre la prolifération des missiles balistiques.

Si Vienne bénéficie de toute cette confiance, c'est parce que, comme la Suisse, l'Autriche se proclame pays neutre. Et c'est ce pays qui pour faire plaisir à Washington, décide de violer

toutes les conventions internationales et oublie son rôle de pays neutre, oublie sa propre carte d'identité dans le concert des nations.

3- POURQUOI OBAMA ESPIONNE-T-IL SPECIALEMENT LA CHANCELIERE ALLEMANDE ?

Merkel vient de l'Allemagne de l'Est et donc, n'est jamais passée par le formatage du Mouvement Européen. Merkel est vue par Washington comme le symbole de la RDA (République Démocratique d'Allemagne), avec toutes ses lumières et ombres. Officiellement, l'Allemagne est partie intégrante de la cours coloniale américaine. Mais dans les faits, c'est le seul pays européen qui monte des stratégies pour sortir des griffes américaines. Lorsque le chancelier Elmuth Khol la choisit comme dauphine, c'est tout sauf un hasard. Kohl a subi les années d'humiliation dans un pseudo couple franco-allemand où Mitterrand devait l'inviter, lui tenir la main pour les photos, exactement comme on tient la main d'un gamin de la maternelle pour le rassurer. Lorsque Schröder perd les élections et cède son fauteuil de chancelier à Merkel, il fait une reconversion des plus spectaculaires : passer de la chancellerie allemande à l'état major de la plus puissante société d'état russe : Gazprom. Le signal est donné aux services secrets américains qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Pire, le pouvoir est passé à une ex-communiste, qui de toute sa vie, n'a connu que le communisme. Les soupçons des américains vont vite se révéler fondés. Merkel sait que la RDA était le pays le plus puissant après l'Union Soviétique dans les pays du bloc de l'Est. Débuté sous Schröder, au lieu de voir ces pays de l'Europe de l'Est comme des zones pauvres qui veulent la compassion de l'Union Européenne avec quelques miettes, Merkel va les mettre au cœur du développement agro-industriel de l'Allemagne avec des prix qui défient toutes concurrences. Les allemands vont largement se servir des plantations dans ces pays limitrophes pour alimenter à moindres frais ses usines de laiterie, de découpage de porcs, de volailles etc... mettant à genoux plusieurs filières en France où la plupart des entreprises qui vont déposer le bilan sont américaines ou à capitaux américains, souvent achetées par des fonds de pensions. Ce qui met en difficulté de nombreux retraités américains qui comptaient sur la santé de ces entreprises en France vantée pendant des dizaines d'années comme étant le premier producteur agro-alimentaire d'Europe.

Que ce soit la guerre en Libye que celle en Syrie, contre toute attente, la position allemande est en droite ligne avec la position russe. Ce qui agace Washington. Lorsqu'en 2008, encouragée par les USA, l'Union Européenne décide de limiter l'hégémonie russe dans les livraisons de gaz par le financement d'une source alternative. Cela va s'appeler Nabucco, un projet de près de 8 milliards d'Euros qui devait transporter 31 milliards de m3 de gaz par an de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan, jusqu'à Baumgarten en Autriche, longue de 3.900 km. Les travaux devaient commencer en 2013 et le gaz être acheminé à partir de 2017. Mais nous sommes arrivés à la fin de l'année 2013 et toujours rien.

L'accord a été signé en 2011. Et avec la mort du Guide Libyen, la Russie a tout simplement rencontré les dirigeants de ces deux pays avec une intense documentation sur les relations entre l'Europe et la Libye de Kadhafi qui avait été la première pour un tel pipeline avec l'Italie. Des photos de différents leaders européens sous la tente de Kadhafi en plein désert Libyen, du Premier Ministre britannique Tony Blair au Président du Conseil italien Silvio Berlusconi en passant le Président de la Commission Européenne, Romano Prodi. Des photos de sa parade à Paris. La preuve des versements jusqu'à 100 millions d'Euros pour financer la campagne électorale de certains d'entre eux, ceux là mêmes qui vont le tuer pour le remplacer par des libyens plus dociles. La conclusion était : Si les Européens dépensent près de 8 milliards d'Euros pour un tel projet, tôt ou tard ils vont venir vous déloger avec une rébellion bien organisée comme en Libye. Cela vous convient plutôt de vous abriter sous l'ombrelle Russe. Résultat ; depuis il y a l'argent pour construire le gazoduc, mais aucune goutte de gaz à l'horizon, tous ces pays se sont rétractés au profit du projet concurrent South Stream de Gazprom où siège un certain Gerhard Schroeder, ex chancelier allemand. Même du côté des acheteurs européens, c'est le même sauve-qui-peut. Contre toute attente, en Avril 2013, le groupe allemand RWE qui détenait 17% du consortium Nabuco a annoncé son retrait du projet, enfonçant toujours plus la possibilité d'autonomie européenne de la Russie. Ce qui fait que les américains se demandent toujours plus de quel côté joue l'Allemagne.

Pour information, le projet concurrent South Stream déjà en construction, va acheminer 47 milliards de m3 de gaz par an, produit la compagnie étatique russe Gazprom et relier la mer Caspienne à l'Italie, à travers un réseau terrestre de 2540 km et offshore de 923 km. Ce qui va permettre d'éviter le chantage polonais ou Ukraine. Le tronçon Serbe qui risquait de poser problème par manque de financement a été refinancé par la Russie à hauteur de 1,7 milliards d'Euros et les travaux démarrent pour cette partie en décembre 2013 pour que tout soit prêt pour 2016.

Le premier projet, dénommé "North Stream" a été inauguré le 8 Novembre 2011 par la chancelière allemande Mme Merkel et le président russe M. Medvedev dans le village de Lubmin, dans l'est de l'Allemagne, le point d'arrivée du gazoduc sous-marin le plus long du monde : de 1.200 km qui part de Vyborg, près de Saint-Petersbourg, en Russie, et passe sous la mer Baltique. Il acheminait 27,5 milliards de m3 du gaz sibérien par an. Quantité multipliée par deux avec l'ajout d'un nouveau tuyau en 2012. L'Allemagne, encore une fois au cœur d'une relation intense avec l'ennemi russe.

Plus récemment, lors du sommet du G20 à Saint Petersburg, alors que François Hollande avait prévu une rencontre avec l'Union européenne (qui est membre du G20), pour soutenir sa position d'aller bombarder la Syrie, c'est une véritable humiliation que va subir le président français lorsque Merkel lui envoie une fin de non-recevoir et n'a même pas voulu entendre ce que le président français avait à proposer à ses partenaires européens sur son empressement d'aller bombarder un pays souverain sans passer par les Nations Unies.

Le poids économique de l'Allemagne la met dans une position de domination sans contre poids dans toute l'Union Européenne, au point où on a assisté au contournement spectaculaire et éhonté des règles de fonctionnement européen, juste pour ne pas fâcher l'Allemagne. Et cela donne à Washington une situation qui échappe complètement à son contrôle. Et c'est pour cela que, comme au football, la chancelière allemande doit être marquée, comme un défenseur marque un attaquant très doué. En voici un exemple :

Lorsque le 22 septembre 2013, les 62 millions d'allemands se rendent aux urnes et confirment un troisième mandat de chancelière à Angela Merkel, ils sont loin de se douter que les vrais patrons de la chancelière, ne sont pas eux, le peuple, les vrais patrons, ce sont les industries automobiles, c'est le patronat qui la finance afin qu'elle soit bien vue de ses citoyens qui ensuite la votent afin qu'elle mette en application le programme de ce patronat. C'est en tout cas ce qu'ont publié la plupart des journaux allemands à la une du 16 octobre 2013 dernier, informant le peuple allemand du don de 690.000 euros, que les 3 héritiers de la marque d'automobile BMW venaient de verser dans les caisses du parti politique de Angela Merkel.

Selon Reuters, "Ces dons ont été faits par Johanna Quandt, veuve de l'industriel Herbert Quandt, qui détient 16% du capital de l'entreprise et par ses enfants Stefan Quandt et Susanne Klatten qui possèdent respectivement 17% et 12% du constructeur munichois. Chacune des donations s'élevait à 230.000 euros."

Ce que Washington ne s'explique pas dans cette histoire un peu bancal, il est vrai, c'est la bizarrerie du moment choisi pour faire ce don. Ils ont déjà donné l'argent pour lui permettre de remporter les élections. Pourquoi lui redonner de l'argent immédiatement après, alors qu'elle n'a pas encore convaincu le SPD de former ensemble un gouvernement de coalition ?

Pour le comprendre et trouver la vraie réponse à cette question, à propos de la pièce de théâtre que jouent les politiciens allemands et que Washington a l'impression de ne l'avoir pas lu en entier et donc s'irrite de ne pas savoir comment cela va se terminer, au point d'espionner tout le monde, nous avons besoin de faire un saut en arrière de quelques mois.

L'histoire commence le 7 Juillet 2013, lorsque par un communiqué, le constructeur allemand de Stuttgart, le Groupe Daimler (propriétaire de la marque de voiture Mercedes) annonce que la France a interdit depuis le 12 Juin 2013 l'immatriculation de des Mercedes-Benz Classe A, B, CLA et SL, pour une histoire de gaz réfrigérant. Et de conclure avec ces mots :

"L'homologation par l'organisme officiel allemand, le KBA (Kraftfahrt-Bundesamt), est reconnue par les autorités de tous les marchés européens à l'exception, et ce depuis le 12 juin 2013 seulement, de l'autorité française compétente". Il s'agit d'une perte sèche pour des gammes représentant les 60% des voitures Mercedes vendues en France.

Depuis le 1er Janvier 2013, l'Union Européenne avait imposé l'utilisation d'un gaz moins polluant pour la réfrigération, mais les ingénieurs allemands ont trouvé qu'il était plutôt dangereux, causant souvent des incendies dans les voitures. D'où leur décision de continuer avec l'ancien gaz. Et la France qui agissant au nom des autres pays veut faire plier l'Allemagne.

L'affaire est portée par l'Allemagne devant les instances Européennes. C'est la Commission Européenne qui tranche le 16 Juillet 2013 en donnant raison à la France, accompagnée de façon triomphaliste, par les titres les plus ronflants de la presse française :

"L'Union Européenne se range derrière la France".

"À la fin, c'est pas toujours l'Allemagne qui gagne"

C'était en effet l'occasion rêvée des petits pays de l'UE qui subissent depuis le début de la crise économique en 2008, le diktat de l'austérité allemande, de se venger. Dans la décision de la Commission européenne, il est même question de sommer l'Allemagne à s'expliquer avant le 15 août 2013 pour expliquer pourquoi elle a autorisé la mise sur le marché d'une voiture non conforme. On parle même de faire retirer du marché européen toutes les voitures citées plus haut, produites après le 1er Janvier. C'est l'humiliation de l'Allemagne en pleine règle.

Mais l'Allemagne n'avait pas dit son dernier mot. Et tous les autres 27 pays de l'UE vont l'apprendre à leurs dépens, dès le successif conseil Européen qui se tient au Luxembourg. Et c'est dans ce contexte qu'entre en jeu les héritiers de BMW qui cessent d'être des concurrents de Mercedes pour n'être que des Allemands pour défendre l'honneur bafoué de l'Allemagne, avec une jubilation de Washington qui fait semblant de ne pas voir ce qui se passe contre son allié qui lui fait le plus peur. C'est au Conseil des ministres UE de l'environnement du lundi 14 Octobre 2013 que l'Allemagne va sortir l'artillerie lourde et faire capoter des décisions prises depuis des mois sur la pollution afin de protéger BMW et Mercedes. C'est une grande première dans l'UE depuis sa création en 1957. Habituellement, le conseil de ministre ne discute pas les textes ou les amendements. Tout cela est fait au préalable par la commission européenne et le parlement européen et lorsque le texte arrive au conseil des ministres, ces derniers doivent se limiter à signer pour valider le travail de ces 2 organismes. Mais ce 14 Octobre 2013, rien ne va se passer comme prévu, parce que l'Allemagne a tout simplement décidé de mettre le pied dans le plat de l'écologie européenne en faisant repousser l'application des normes contraignantes sur la baisse des émissions de CO2 par les voitures et baisser seulement de 95gr de CO2 en 2020, au lieu de 130gr en 2015 comme prévu par les textes soumis aux ministres européens. Les écologistes ont crié au scandale allant jusqu'à accuser le Royaume Uni et la France de s'être faits acheter par l'Allemagne, pour céder à son diktat. Les titres des journaux du 15/10/2013 sont de la partie :

"L'Allemagne piétine l'Europe"

"L'Allemagne enterre l'écologie pour sauver Mercedes et BMW"

"L'UE à la merci de Merkel et de ses grosses Berlins"

"Touche pas à la puissante industrie automobile allemande"

Le quotidien économique français Les Échos rapporte même dans son édition du 15 Octobre 2013, les propos d'un diplomate européen présent au Luxembourg :

« Nous devons trouver une formule magique où la flexibilité accordée aux constructeurs serait assez forte pour contenter Berlin et suffisamment faible pour plaire à ceux défendant les objectifs initiaux »

Dans le même quotidien, un autre accuse clairement le Royaume Uni et la Pologne de s'être vendu à l'Allemagne en ces termes :

« Ils ont négocié cher leur ralliement, en échange de faveurs à venir »

En conclusion, les États-Unis dirigent leur colonie européenne, mais c'est l'Allemagne qui en dernier ressort, commande. Mais avec tout cela, nous n'avons toujours pas répondu à une question : L'Union Européenne est-elle une colonie américaine ?

4- L'EUROPE, CETTE COLONIE AMERICAINE.

Avec les éléments qui précèdent, on peut aisément comprendre pourquoi lorsque Washington tousse sur n'importe quel dossier, c'est toute l'Union Européenne qui tremble et se met à genoux et fait tout pour ne pas l'irriter davantage. C'est dans ce contexte que nous arrivons aux événements de ces jours où on découvre que Washington traite les européens ni plus ni moins qu'une province américaine, sans aucun ménagement et la réaction des victimes est encore plus surprenante que le crime lui-même.

Déjà, après la tragédie du 11 septembre 2001, les États-Unis demandent et obtiennent en 2004 d'accéder aux banques de données des centrales des réservations de voyage en avion. Alors qu'une décision de la Cour Européenne de Justice du 30 juin 2006, avait annulé cette disposition, qui sera très vite remplacée en 2007 par une nouvelle. Et la dernière le 19 avril 2012. Et qui va définitivement nous aider à répondre à la question : l'Europe est-elle une colonie américaine ?

Pour donc, répondre à cette question, retournons au Parlement Européen. Nous sommes jeudi 19 Avril 2012. Le Parlement européen approuve le nouvel accord de transfert des données personnelles aux autorités américaines dénommé PNR : Passenger Name Record, par 409 voix pour, 226 contre et 33 abstentions. Ce qui est intéressant ce jour là, n'est pas le texte à peine approuvé à grande majorité, mais ce sont les propos de la rapporteuse de la loi, la députée européenne Sophie In't Veld, membre du Groupe "Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe" née le 13 septembre 1963 à Vollenhove au Pays-Bas. Elle est vice-président au Parlement Européen de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et c'est à ce titre qu'elle a été choisie pour être la rapporteuse de cette loi. Voici ce qu'elle déclare avant le vote :

« Demandez-vous si les autres pays frappaient à notre porte tout en sachant ce qu'ils cherchent... la Chine, Cuba, la Russie, serions-nous prêts à leur céder nos données comme nous sommes en train de le faire avec les États-Unis ? »

Ces propos n'ont visiblement pas suffi pour encourager les députés européens à être plus courageux et dire NON à la demande américaine de fouiner dans leurs données les plus intimes chaque fois que vous accédez à une plate forme de réservation, allant jusqu'à dire ce que vous avez mangé dans un avion, sans aucune réciprocité.

Dans sa chronique du dimanche 10 mars 2013 intitulée : "L'Union européenne est-elle une colonie américaine ?", le royaliste français Georges Tartaret affirme :

"Une colonie est un pays qui est soumis à un autre. Cela signifie que cet autre l'administre et décide, sans consultation de sa population, ce qui est bon pour lui. Voyons ce qu'il en est des relations entre les États-Unis et l'Europe dans le domaine financier. Ce n'est pas parce que l'Union Européenne dispose de sa propre monnaie, l'euro, qu'elle est maître de sa monnaie. Parce que, depuis les accords de Bretton Woods du 22 juillet 1944, les 44 nations alliées ont décidé qu'il y aurait une et une seule monnaie d'échanges internationale, le dollar. À l'époque, le dollar était indexé sur l'or mais, en 1971, les USA ont décidé unilatéralement la non convertibilité du dollar en or. Par conséquent, lorsque EADS signe un contrat de vente d'AIRBUS avec l'Inde, par exemple, ce sont les États-Unis et non EADS qui décident du prix, tout simplement parce qu'entre le moment de la vente et la livraison, la valeur du dollar a fondu du fait que la banque centrale américaine a fait marcher la planche à billets et a ainsi dévalué cette monnaie (...) Un petit chez soi vaut mieux qu'un grand chez les autres. La Suisse et la Norvège sont plus efficaces économiquement que l'Union Européenne".

Si donc, l'Union Européenne est une colonie américaine, c'est tout simplement parce qu'elle est une création américaine. Washington voit l'UE ni plus, ni moins que sa propriété, sa chose. Mais comment en est-on arrivé là ? L'idiot nous a raconté une fable qui ne correspondait pas à la vérité. Cette vérité qui montre les américains contrôler dans les faits et non seulement les appels téléphoniques, les hommes et femmes à tous les postes du pouvoir dans l'Union Européenne. Nous verrons plus bas en annexe un exemple de comment en France et en Allemagne, les américains se sont assurés la création et le contrôle d'un mouvement qui est aujourd'hui dans toute l'Union Européenne, une sorte d'État dans les États :

Contrairement à la fable que l'idiot nous a racontée, l'Union Européenne est une création américaine. L'idiot nous a toujours raconté une belle fable selon laquelle l'Union Européenne résulte du traité de Rome en 1957 et était passé par un regroupement autour du charbon dénommé CECA. Curieusement, personne ne s'est jamais demandé comment une fédération d'États aussi important peut-elle démarrer comme par hasard, sans aucune réflexion préalable autour d'une matière première ?

La vérité est que l'Union européenne n'est pas née en 1957 à Rome, mais plutôt le 5 Janvier 1949 à la maison de la Fondation Woodrow à New-York. Tous les événements que nous connaissons des lieux et des personnes n'est au fond que du cinéma avec une belle chorégraphie servant à consigner à l'histoire une belle fable que les écoliers auront du plaisir à apprendre et mémoriser.

Pour arriver à cette reconstitution, je me suis servi de 2 sources très fiables et vous allez très vite comprendre pourquoi :

5- LES ARCHIVES AMERICAINES

Ce qui va m'intriguer pendant des années, est cette impression que j'ai toujours nourrie que le vrai père fondateur de l'Europe, qui serait Altiero Spinelli, est volontairement relégué aux oubliettes et est remplacé par un certain Robert Schuman. Alors je suis allé m'intéresser de plus près pour comprendre l'énigme. Oui, c'est vrai Robert Schuman était un politicien très actif dans la création de la fédération européenne, mais son principal signe particulier est qu'il était un agent infiltré de la CIA, services secrets extérieurs des Etats-Unis. Ce n'est pas moi qui l'affirme, c'est ce qui ressort des documents déclassifiés du gouvernement américain et rendus publiques à travers l'article publié sur le quotidien britannique "Daily Telegraph" du 19 Septembre 2000 du journaliste Ambrose Evans-Pritchard, avec le titre sulfureux : "Euro-federalists financed by US spy chiefs", c'est-à-dire : quand les fédéralistes européens étaient financés par les chefs de la CIA.

Pour bien le comprendre, posons-nous une autre question : Où se trouvait Robert Schuman lorsque Altiero Spinelli croupissait avec les autres intellectuels comme Guido Rossi dans les geôles fascistes de Mussolini ? Pour avoir la réponse à cette question, il faut revenir à ce qu'on a appelé la "bataille de France" qui signifiait l'invasion du Pays Bas, de la Belgique et de la France à partir du 10 Mai 1940. A peine 1 mois et 12 jours après, les français vont hisser le drapeau blanc et signer l'Armistice le 22 Juin 1940, pour mettre le pays sous administration allemande. Robert Schumann est à Paris. Mais à faire quoi alors que le pays vient de passer sous occupation allemande ? Réponse : parce qu'il était député d'un parlement français qui devait devenir allemand. En effet, le 10 juillet 1940, par 569 voix contre 80, le parlement français va voter une loi constitutionnelle pour abroger la constitution de 1875 et donner les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. En Afrique, cela s'appelle : "coup d'état militaire". Et ce jour là, au parlement, il y a notre cher Robert Schuman ; Et devinez un peu pour qui il a voté ? Contre ce coup d'Etat du Maréchal Pétain, voulu par les Allemands me répondez-vous ? Eh bien, vous vous trompez. Notre cher Robert Schuman a voté avec les 569 autres députés pour donner les pleins pouvoirs au pantin, au "sous-préfet" voulu par Berlin.

Après la guerre, le général De Gaulle va mener en France, une sorte d'épuration de tous ceux qui avaient collaboré avec le régime de Pétain, mais Schuman ne sera pas inquiété. Il va même plutôt connaître une fulgurante carrière politique paneuropéenne, lui traçant la voie royale pour devenir dans les livres des fables racontées par l'idiote, le père fondateur de la fédération européenne. Pourquoi ? Pour le comprendre, il faudra attendre que les documents des services secrets américains soient déclassifiés et repris par l'article de notre ami Ambrose Evans-Pritchard dans le Daily Telegraph comme annoncé plus haut et qui s'inspire du travail du professeur Joshua Paul, chercheur à l'université Georgetown de Washington. Ce dernier a passé beaucoup de temps à éplucher les dossiers des services secrets américains arrivés aux "Archives Nationales Américaines", après leurs dé-classifications.

On peut ainsi découvrir les intenses activités d'un certain Général William Donovan, le chef du "Bureau Américain des Services Stratégiques de temps de guerre" (OSS), l'ancêtre de la CIA actuelle. En 1948, il dirige un organisme à peine créée qui s'appelle : "Comité Américain pour une Europe Unie" (ACUE). C'est à travers cette structure que tout l'agenda de l'évolution de la fédération européenne va se dérouler. Notre Général va figurer dans les statuts comme simple avocat de droit privé, selon Evans. Le vice-président de l'ACUE, c'est-à-dire le numéro 2 du général Donovan s'appelle le Général Allen Dulles. Et selon vous avant d'arriver à ce poste, que faisait-il comme travail ? Directeur lui aussi de la CIA. Surprenant ? Mais non. Pas du tout. Puisqu'au comité de direction, nous retrouvons un certain Walter Bedell Smith, le premier directeur de la CIA lorsque cela a été muté de OSS en CIA et tous les membres de l'ancien OSS.

En 1949, dans ce qu'on va appeler les membres fondateurs de l'Union Européenne, va naître un mouvement : Le Mouvement Européen, sans qu'on sache à l'époque qui est derrière pour que cela ait une telle synergie dans beaucoup de pays en même temps, c'est à dire en ce 1949. Habituellement, un mouvement naît dans un pays, puis l'année d'après réussit à convaincre les adeptes dans un deuxième pays, puis un troisième. Pour le Mouvement Européen, 1949 sera l'année de création dans chacun des pays. Et avec quel argent dans une Europe exsangue qui sort de la pire guerre que le monde ait connue ? Pas de réponse à l'époque. Mais ce que nous savons avec certitude c'est que pour construire les "Etats Unis d'Europe", le 26 juillet 1950 le général William Donovan va signer le tout premier mémorandum dans le quel on parle clairement de la nécessité de la création d'un parlement européen effectif, capable de légiférer.

Pour y arriver, l'ACUE va promouvoir et financer certaines des associations paneuropéennes de l'époque et notamment la plus importante : "Mouvement Européen". On peut ainsi découvrir que par exemple pour l'année 1958, le Mouvement Européen a reçu plus de 53% de son financement directement de l'ACUE.

Voici en détail ce qu'écrit Evans-Pritchard dans son article :

"L'European Youth Campaign, une branche du Mouvement européen, était entièrement financée et contrôlée par Washington. Son directeur belge, le Baron Boel, recevait des

versements mensuels sur un compte spécial. Lorsqu'à la tête du Mouvement européen, Joseph Retinger, d'origine polonaise, essaya de recueillir des fonds en Europe et de diminuer le contrôle américain, il fut rapidement réprimandé. (...) Les leaders du Mouvement Européen – Retinger, Robert Schuman dit, le visionnaire (président en 1955) et Paul-Henri Spaak (président en 1950), l'ancien chef du gouvernement belge – étaient tous traités comme des exécutants par leurs mécènes américains. Le rôle joué par les États-Unis avait tout d'une opération secrète. Les fondations Ford et Rockefeller ainsi que des milieux d'affaire proches du gouvernement des États-Unis finançaient l'ACUE".

6- LE TEMOIN OCCULAIRE FRANCAIS.

En Mai 1988, Henri Frenay a 82 ans. Les médecins viennent de lui donner 3 mois à vivre. Il sait qu'il n'a plus rien à perdre. Il reçoit monsieur Rémi Kaufer, journaliste de la revue française Historia à qui il livre les vrais secrets de la création de l'Union Européenne. Avant d'entrer dans les détails de ce que va nous livrer Frenay, rappelons d'abord en quelques mots, qui était Henri Frenay.

Henri Frenay est un résistant français, de l'extrême droite, qui va ensuite passer à gauche durant la guerre, né le 19 novembre 1905 et mort le 6 Aout 1988. Il est membre fondateur du Mouvement Européen en 1948 à la Haye. Et le tout premier président du Mouvement en France.

Frenay explique l'Union Européenne est née à cause de deux évènements significatifs advenus en 1948 : dès février, c'est le "coup de Prague" et en Juin le bloc de Berlin. Et c'est Moscou qui est protagoniste et gagnant de tous ces évènements. Les Américains savent que les Soviétiques ont un avantage sur eux en Europe, c'est la proximité territoriale. Et pour être certain qu'ils ne vont jamais sortir de leur ligne de démarcation pour envahir l'Europe de l'Ouest, il n'y a que le regroupement économique et politique de toute la partie d'Europe sous leur contrôle. C'est la création de l'American Committee for United Europe, l'ACUE officialisée le 5 janvier 1949 avec son siège à la maison de la Fondation Woodrow-Wilson de New York. A son comité central siègent les meilleurs cerveaux américains pour mener à bien cette union des politiciens, des juristes, des banquiers, des syndicalistes tous américains, vont siéger à sa direction. Mais aussi des membres influents de l'administration américaine comme Robert Paterson, Ministre de la Guerre ; James Webb, Ministre du budget ; Paul Hoffman, le chef de l'administration du plan Marshall et Lucius Clay, le "proconsul" de la zone d'occupation américaine en Allemagne. Sans oublier son président, le très puissant chef des services secrets William Donovan. Donovan connaît très bien l'Europe. Un peu comme cela se passe de nos jours en Afrique où des espions se passent pour des travailleurs humanitaires au service des ONG qui les emploient, Donovan en 1915 était un agent de renseignement américain infiltré en Europe où il travaillait sous la couverture des missions humanitaires officiellement pour la fondation Rockefeller. Son vice-président à la tête de l'ACUE est un certain Walter Bedell Smith, l'ancien chef d'état-major du président américain Eisenhower pendant la Seconde Guerre mondiale, ensuite envoyé à Moscou pour y devenir l'ambassadeur des Etats-Unis. En 1950 ce dernier prend la tête de la CIA créée 3 ans plus tôt par le président Truman. Toute cette présidence sera complétée par 2 universitaires : Frederick Burkhardt et William Langer, professeurs d'histoire à l'Université d'Harvard, Ils ont le rôle d'inventer et de développer ce que sera la politique culturelle de la future Union Européenne.

A ce beau petit monde, il manque quelqu'un : Allen Dulles, co-fondateur de la CIA. Il est le frère de John Foster Dulles, ministre des Affaires étrangères de 1953 à sa mort en 1959. Allen est le spécialiste des financements des mouvements de résistance en France et en Italie contre Hitler et Mussolini durant la guerre. C'est lui qui en 1943, doutant de la confiance à mettre en De Gaulle pour la suite des évènements après la guerre, alors qu'il est en poste à Berne en Suisse comme chef d'OSS, c'est d'ici qu'il finance les mouvements de combat clandestins, alternatifs à De Gaulle, dont celui de Frenay qui fait ce témoignage au journaliste de Historia, avec les documents à l'appui. L'autre particularité de Dulles, c'est la cible immanquable : l'Italie. C'est lui qui met en place le système de financement du parti politique dénommé Démocratie Chrétienne afin qu'il triomphe à la sortie de la guerre et qu'il empêche le parti communiste italien d'arriver au pouvoir et enfin, qu'il garantisse la réalisation des objectifs de la fédération européenne tel que dessinés par Washington. C'est à ce titre que l'Italie sera membre fondateur de cette union dès sa

Le général américain George Marshall, qui était chef d'état-major de l'US Army pendant la guerre, est devenu ministre des Affaires étrangères du président Truman. C'est pour compléter le volet économique-industriel du projet de la fédération européenne version USA qu'il invente son fameux plan qui prendra son nom : le Plan Marshall. L'idée est simple. Il faut aider les pays européens à genoux à cause de la guerre à se lever sur le plan industriel, afin de servir de vitrine positive et donc de rempart contre le

7- TRUCAGE DANS LA CREATION DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

En 1945 les Américains vont réussir à rouler les Russes : normalement au début, les membres fondateurs étaient seulement 2 : les Etats Unis et l'Union Soviétique. En y ajoutant le Royaume uni et la France, ils deviennent 4. Ainsi, en cas de vote, les Américains peuvent compter sur 3 voix. Cette position qui va sembler une bonne affaire pour les Européens est en fait un très bon calcul pour les Américains pour fragiliser la nouvelle union européenne en gestation. Car, même si les Américains veulent une Europe unie, ils ne la veulent pas non plus trop forte. En offrant le siège de membres fondateurs à deux pays européens et non à l'entité européenne, les Américains créent une rivalité qui vise à maintenir l'Europe au rang de nain

politique. En effet, grâce à ce siège, les Français se sentent revigorés et plutôt que de se positionner comme un pays libéré, ils vont plutôt intérioriser l'illusion d'un pays vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. Avec ce sentiment nationaliste, les plans américains sont un peu contrariés dans le court terme, mais dans le fond, la France avec son chauvinisme bien caressé par les Américains, donnera sa caution morale pour une union à moitié, parce qu'elle ne voudra jamais se séparer d'un avantage unique : siéger comme membre permanent au Conseil de Sécurité. Au cas où ça ne marcherait pas, les USA ont déjà préparé un cousin de sécurité, le Royaume-Uni. Mais il y a quelque chose qui va perturber les plans américains : la démocratie britannique, Churchill est battu aux élections législatives de 1945.

8- CREATION DE L'UEF ET DU MOUVEMENT EUROPEEN

Les travaillistes arrivés au pouvoir disent officiellement vouloir une Europe unie, mais comme ils savent ce que veulent en faire les USA, une simple colonie américaine, ils n'en veulent pas du tout. Mais les Américains ne s'avouent pas vaincus. Ils vont très vite passer au plan B. Churchill ne va pas chômer à l'opposition, puisque dès le 19 septembre 1946 à Zurich, il appelle 3 pays à s'unir pour mettre les bases des Etats-Unis d'Europe, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Il y a de la concurrence dans l'air. Au même moment, l'auteur de cette histoire, Henri Frenay pour contrer Churchill, toujours avec l'argent des services secrets américains, il va à Rome où il rencontre l'auteur du Manifeste de Ventone, le communiste Altiero Spinelli, prisonnier de Mussolini de 1927 à 1937 avant d'être assigné à résidence sur l'île prison de Ventotene. Les deux vont créer la même année l'Union Européenne des Fédéralistes (UEF) orientée à gauche, avec Frenay et Spinelli comme co-présidents. Le premier congrès a lieu en septembre 1948.

Un mois plus tard, en octobre 1948, lui aussi, entretenu et financé par le grand frère américain, Churchill crée l'United European Movement, dit : "le Mouvement Européen". Il est le premier président d'honneur, avec deux démocrates-chrétiens, l'Italien Alcide De Gasperi et l'Allemand Konrad Adenauer, mais aussi, deux socialistes, le Français Léon Blum et le Belge Paul-Henri Spaak. Selon les propos de Frenay, c'est ce dernier mouvement qui aura la faveur des Américains. Et encore aujourd'hui, comme nous le verrons plus en détail plus tard dans cette leçon, la plupart des dirigeants européens de premier rang sont passés par le Mouvement Européen, Giscard D'Estaing (président du Mouvement Européen en 1989) ou Manuel Barroso, membre du mouvement européen du Portugal. Ce dernier est celui qui va organiser en mars 2003 dans les Açores portugaises le sommet des volontaires pour aller déstabiliser l'Irak, avec Bush, Blair et Aznar. Pour ne pas froisser Washington qui voit d'un mauvais œil la construction d'avion militaire européen, Barroso va retirer son pays du projet et l'Italie va suivre, faisant manquer une somme de 2 milliards d'Euros au projet. Giorgio Napolitano dirige la section italienne du mouvement européen de 1995 jusqu'en 2006, lorsqu'il devient Président de la République italienne. Il surprend tout le monde lorsque ce député depuis 1953, du parti communiste italien soutient la guerre en Libye, avec la décision d'offrir l'Italie comme base logistique aux américains et les autres membres de l'Otan pour aller bombarder la Libye en 2011, contre l'avis même du président du conseil italien Silvio Berlusconi, c'est à dire, le chef de l'exécutif. Silvio Berlusconi qui n'est pas passé par le moule du Mouvement Européen, préférant les réserves et les mises en garde de la Russie. En Irlande, celui qui est élu président du parlement européen en 2002, s'appelle Pat Cox, ce professionnel du journal à la télévision publique irlandaise de 1982 à 1986, devenait le président du Mouvement européen de 2006 à 2011 et son remplaçant du SPD allemand s'appelle Jo Leinen, député européen depuis 1999 et aujourd'hui, commissaire européen.

9- QUELLES LECONS POUR L'AFRIQUE ?

La lutte pour l'indépendance ne s'arrête pas au jour de la célébration officielle de cette indépendance. L'Allemagne est aujourd'hui l'exemple même de cette lutte sans merci pour sortir des griffes de la domination américaine. Malheureusement, elle n'y parvient pas. Et c'est le modèle social et économique américain qui s'impose dans toute la société allemande. Les succès économiques des grands groupes automobiles cachent une misère sociale toujours plus grande : absence de temps légal de travail, absence de salaire minimum horaire garanti, la retraite par capitalisation qui est en train de remplacer comme partout en Europe la retraite par redistribution, le modèle même de la précarité du travail aux USA s'impose dans toute l'Allemagne. Conséquence, aujourd'hui, à la question vu sous le plan du patrimoine, quel est le pays dont les citoyens sont les plus pauvres de la zone Euro ? Réponse : l'Allemagne. Ce n'est pas moi qui l'affirme, c'est le résultat du rapport que la Banque Centrale allemande a publié au mois de mars 2013 dernier. Ces informations seront confirmées par une étude de la Banque centrale européenne (BCE) publiée mardi 9 avril 2013, selon laquelle, l'Allemagne, première puissance économique du continent, dispose du patrimoine médian par ménage le plus faible de la zone euro : 51.400 euros. Alors que le patrimoine des ménages luxembourgeois serait quant à lui le plus élevé de la zone euro, avec 397.800 euros. Cette enquête est la première du genre réalisée auprès de 62.000 ménages en Europe. Et sera répétée en 2016. Elle permet de mieux se rapprocher de la réalité, en corrigeant les distorsions du PIB par habitant qui fait conclure de façon générique que les "américains sont très riches" sans y ajouter qu'on est en train de parler de la richesse de 5 grandes familles américaines et non des 60 millions d'américains qui croupissent dans la misère et ne figurent pas dans les statistiques officielles.

La vraie indépendance de l'Afrique sera le résultat d'une lutte au quotidien, pour se protéger d'un modèle économique qui au fond enlève toute liberté. L'exemple de l'Allemagne nous

montre qu'on peut exceller dans tous les paramètres économiques dictés par celui qui veut nous coloniser. Mais la vraie question n'est pas de savoir si l'Afrique va à un taux de 7 ou 10% de croissance par an, mais si nos populations sont suffisamment armées pour avoir le souffle nécessaire pour arrêter de subir le désir de domination propre de l'occident sous commandement américain.

L'espionnage des américains sur les Européens nous montre que l'empathie, la pitié que certains manifestent pour l'Afrique n'est que de la comédie pour mieux manipuler les gens déjà naïfs et les soumettre à un modèle dont nous ne maîtrisons pas les règles du jeu.

Si les dirigeants africains ont cédé à l'exigence européenne de créer des regroupements sous-régionaux qui tous dépendent des financements européens, donc, américains, c'est qu'en définitive, l'Union Européenne n'a même pas besoin d'espionner l'Union Africaine, puisqu'elle est sans gros effort au cœur de son financement, c'est à dire, au cœur même de son existence.

Le samedi 26 Janvier 2012, c'est l'euphorie générale à Adis-Abeba : l'inauguration du nouveau siège de l'Union Africaine, offerte par la Chine, immeuble et mobiliers compris. Voici un extrait du discours que prononce l'envoyé de Pékin Jia Qinglin, membre du comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, devant les chefs d'Etats africains au moment de leur remettre symboliquement les clés de l'édifice :

"Ce gigantesque complexe en dit long sur notre amitié envers les peuples africains et porte témoignage de notre entière détermination à aider l'Afrique dans son développement",

Il peut remarquer au passage que la Chine qui avait banni de son discours, toute référence au mot "l'aide", finalement revient sur ce qu'elle a toujours critiqué des occidentaux en Afrique. A qui la faute ? Bien sûr aux africains mêmes, qui commettent l'erreur de transformer la position que la Chine doit occuper de "partenaire stratégique", pour contrer la prédation des occidentaux qui dure depuis 5 siècles, en tuteur, en patronne, en commandante en chef de l'Afrique.

L'immeuble en question est un complexe, qui a coûté 200 millions de dollars (101 milliards de FCFA), avec plusieurs salles de conférence dont une de 2.500 personnes, un amphithéâtre extérieur de 1.000 places, d'un hélicoptère et le centre névralgique de l'administration, pour accueillir jusqu'à 700 fonctionnaires africains. 54 pays africains sont-ils incapables de sortir 101 milliards de FCFA pour construire la maison commune pour abriter leur administration ? S'ils ne sont pas capables de ce minimum élémentaire, alors ils seront capables de quoi ?

Je suis un fervent défenseur de ce partenariat stratégique avec la Chine, mais pas pour répéter les mêmes erreurs de subalternité avec l'Occident où à la fin, le prédateur passe pour le philanthrope. Le quartier général des institutions de l'Union Africaine, sans aucune contrepartie ? C'est là qu'on comprend vite la naïveté d'un certain leadership africain, incapable de comprendre que les cadeaux gratuits n'existent pas. Il vaut mieux proposer une monnaie d'échéance même non adaptée, plutôt que de planer dans le doute et laisser le partenaire décider de comment il va nous bouffer. Le pire est le message que ces dirigeants envoient à leurs propres citoyens, qui est dévastateur en termes de fierté et de dignité africaine, car si 1 milliard d'africains ne peuvent même pas financer eux-mêmes la maison dans laquelle ils doivent se rencontrer, pour parler d'eux-mêmes et de leur avenir, c'est un symbole et une leçon donnée aux jeunes du refus total de la liberté pour toute une génération de dirigeants africains.

L'exemple de la colonie européenne des États-Unis d'Amérique est là pour nous enseigner que si l'Afrique est incapable de régler elle-même ses problèmes, on s'installe pour longtemps dans une soumission que seuls les prédateurs qui attendent aux portes décideront de la fin. Les européens croyaient se défaire des américains après la deuxième guerre mondiale, ils en sont en plein pieds et mains liées dans l'ultralibéralisme américain et chaque jour, les décisions de l'UE sont là pour prouver vers quel modèle de société ils tendent, vers le modèle américain le plus injuste de la planète où 5% de la population contrôle les 60% des richesses. Le président Malien IBK croit-il qu'il sera suffisant qu'il verse deux gouttes de larme pour payer l'assassinat de deux journalistes français dans le nord du Mali ? C'est tout simplement démontrer qu'on n'a rien compris de l'histoire même de la colonie américaine qu'est l'UE depuis plus de 60 ans. Les maliens savent-ils que leur situation de nouvelle colonie française vient à peine de commencer ? Le double jeu de la France à Kidal qui débouchera sur la partition du Mali en deux pays, montre que nous sommes à peine partis pour de nouvelles fables très enrichissantes que l'idiot racontera demain aux enfants de nos enfants. Et combien d'années faudra-t-il à la Côte d'Ivoire pour payer à l'Union Européenne et aux USA, leur soutien à Monsieur Ouattara pour l'issue en sa faveur de la crise ivoirienne de 2011 ?

L'espionnage de la NSA sur les Européens et sans aucune possibilité de réaction significative de ces derniers nous démontre que l'esclavage comme la pédophilie ne se guérit pas. Lorsqu'un pays a pratiqué l'esclavage, s'il en a encore l'occasion, il va le répéter. La Russie qui avait aidé à libérer les pays de l'Europe de l'Est et poursuivi Hitler jusqu'à avoir sa peau à Berlin en 1945, signifiant la fin de la guerre, n'est plus là aujourd'hui à trop mettre le nez dans les affaires de ses anciens alliés. Mais pas les États-Unis. La Chine qui a aidé le Vietnam dans sa guerre contre les USA jusqu'à sa victoire, n'est pas là à prétendre de nommer les dirigeants vietnamiens. Ces derniers sont mêmes libres de développer toute relation qu'ils veulent avec n'importe quel allié, y compris les USA. Mais à ce jour, les Européens n'ont pas le droit de dire le moindre mal des USA. Avez-vous jamais entendu parler de la mafia américaine ? bien sûr que non. Si elle existe, elle est forcément sicilienne, irlandaise ou russe, mais pas besoin de salir le nom américain. Avez-vous jamais vu un service sur une quelconque télévision européenne parlant de l'incroyable pollution des villes

américaines comme Los Angeles où la moitié des enfants souffrent de l'asthme, où 17.000 ex-marines qui ont servi le pays dans ses nombreuses guerres sont des SDF, des clochards ? Racontent-ils qu'aux USA, chaque jour, 22 militaires ou ex militaires se suicident ? C'est tout simplement interdit. Ils ont l'ordre de chercher tout ce qui peut sembler négatif de la Chine ou de la Russie. Une voiture brûle sur une place de Pékin, c'est le scoop de toutes les chaînes européennes. Cela frôle souvent le ridicule, mais le pire c'est qu'ils ne s'en rendent plus compte. La colonisation mentale en 60 ans a fait son effet. Lors de la guerre de l'OTAN contre la Serbie au Kosovo, je me trouvais en Italie, où je semblais être le seul à être sidéré que les journalistes de la chaîne publique de télévision, la RAI, pour parler de cette guerre en pleine Europe, envoyait l'antenne au correspondant à Washington et c'était la même chose sur les chaînes allemandes, françaises et britanniques. Lors de la crise syrienne, il a suffi que le président américain toussé plus fort et donne l'impression d'aller bombarder la Syrie, pour que le président français fasse très vite les bagages pour l'accompagner sans jamais se poser la question du message russe selon lequel la Russie aurait riposté en cas d'attaque et qui fera reculer Obama laissant Hollande tout seul dans son balbutiement stratégique. L'Afrique a-t-elle envie de s'installer comme l'UE dans une colonisation mentale et économique centaines avec ses prédateurs de toujours ?

10- CONCLUSION

Dans certains pays africains, il y a des naïfs, souvent même à la tête de l'Etat à qui l'idiot a raconté une fable à laquelle ils ont cru, et selon laquelle, il faut passer par des sectes ésotériques pour arriver au pouvoir et le conserver longtemps. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que la secte en question n'est au fond que de l'enfumage pour couvrir l'intense activité d'espionnage non pas pour renforcer le pouvoir du leader politique, mais pour desceller en temps réel toutes ses faiblesses afin de mieux le faire chanter chaque fois qu'il n'est pas suffisamment docile ou que ça le gratte de vouloir un peu d'autonomie.

La société civile peut être très organisée par les intérêts étrangers pour des causes à priori nobles, mais qui cachent au fond, bien d'intrigues. Je n'ai pas raconté dans cette leçon comment le syndicat français Force Ouvrière a été créé sur mesure et financé par les services secrets américains, dans une simple stratégie pour fragiliser le syndicat CGT, coupable d'être proche du parti communiste français ; ou en Italie où le très puissant CGIL parce que de gauche et ne plaisant pas à Washington parce que se rapprochant de ce Parti communiste qui ne devait pas aller au pouvoir, s'est tout simplement vu de travers sur sa route deux nouveaux syndicats, la UIL et la CISL, tous deux liés aux deux principaux partis au pouvoir, directement financés avec l'argent de Washington. Dans la crise qui a opposé en 2011 la FIAT version Chrysler aux employés, tous les autres syndicats ont dit oui au plan de Marchioni qui vidait la ville de Turin pour désormais mettre le centre d'intérêt à Detroit aux USA, où la FIAT est devenue exsangue pour sauver la Chrysler. A l'époque, personne n'avait compris pourquoi Obama avait préféré plutôt les italiens de FIAT pour la reprise de Chrysler et non les grosses peintures de l'automobile. Tout simplement parce qu'il savait de pouvoir compter sur deux des trois principaux syndicats italiens pour démanteler l'industrie automobile italienne avec des milliers de postes de travail de perdu, afin de sauver les emplois à Detroit, aux USA. Cela s'appelle le retour de l'ascenseur, même si un peu atypique, puisque l'un doit disparaître pour sauver l'autre.

Les réfugiés sont peut-être contre toute attente, l'anneau le plus faible de l'organisation politique et économique de l'Afrique. Chaque politicien africain est un Edward Snowden qui attend son heure pour chanter, s'il trouvait la route juste pour fuir en Occident. A la différence de Snowden, c'est qu'il s'agit des gens qui n'ont jamais eu de l'amour pour leur pays. On a vu dans certains pays des hauts dignitaires, une fois qu'ils sont mis en prison, au lieu de se défendre, envoyer des secrets d'Etat directement à la presse afin de faire chavirer le navire avec tout le monde dedans et les journalistes aussi dénués de tout sentiment patriotique, se sont aussi mis à tout publier. A-t-on vraiment besoin d'espionner les africains ? il suffit de lire les demandes d'asiles politique de certains africains, pour comprendre que la plupart, toujours convaincus que le paradis se trouve forcément en Occident, sortent tout ce qui peut salir leurs pays d'origine. Le malheur veut aussi que ce sont ces mêmes pays qui trop frileux pour contrer les moindres idées divergentes, font du n'importe quoi, ce qui valide et crédite trop facilement cette manœuvre de déstabilisation qui démarre avec l'individu qui se présente comme réfugié politique africain à Paris, à Washington ou à Berne. Dans la crise syrienne, ce sont les réfugiés politiques syriens, souvent de très hauts gradés de l'armée qui ont fourni avant l'heure la carte de toutes les installations d'armes chimiques de la Syrie. Ensuite, le Président n'avait d'autres choix que de proposer lui-même de les détruire, pour enlever tout alibi à ses détracteurs.

Douala le 08 novembre 2013

Jean-Paul Pougala

Source : <http://www.pougala.org/>

[Afrique - Barack Obama - Edward Snowden](#)

[Haut de la page - Accueil](#)